Burundi : Un journaliste emprisonné remis en liberté provisoire

@rib News, 13/08/2010 â€“ Source AFPLe directeur de publication de l'hebdomadaire burundais indÃ©pendant Arc-en-ciel, Thierry Ndayishimiye, arrÃªtÃ© mardi pour diffamation, a Ã©tÃ© mis en libertÃ© provisoire jeudi en fin d'aprÃ¨s-midi "sans aucune explication", a-t-il indiquÃ© vendredi."Hier (jeudi) vers 17H00 (15H00 GMT), on m'a appelÃ© pour aller voir ma femme et mes enfants venus me rendre visite, lorsque tout Ã coup un agent m'a dit de partir tout de suite en me montrant une ordonnance de mise en libertÃ© provisoire Ã mon nom", a expliquÃ© M. Ndayishimiye.
"Je ne me suis pas posÃ© de questions et je n'en ai pas posÃ©, j'ai prÃ©fÃ©rÃ© quitter cette horrible prison, mÃªme si j'ai Ã©tÃ libÃ©rÃ© comme j'ai Ã©tÃ© arrÃªtÃ©, c'est-Ã -dire sans aucune explication", a soulignÃ©.Ses avocats n'avaient pas encore ent les dÃ©marches officielles pour demander sa mise en libertÃ© provisoire.Selon son avocat, M. Ndayishimiye "est poursuivi pour avoir accusÃ© le directeur gÃ©nÃ©ral de la Regideso (RÃ©gie nationale d'eau et d'Ã©lectricitÃ©), d'avoir couvert des irrÃ©gularitÃ©s qui ont occasionnÃ© le dÃ©tournement de prÃ¨s de 280 millions de Fbu (110.000 USD)".Le directeur de publication de l'Arc-en-ciel avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ© sur mandat portant la mention "dÃ©lit de presse", alors qu'il rÃ©pondait Ã une convocation d'un des substituts du procureur de la RÃ©publique de Bujumbura.Un autre journaliste est emprisonnÃ© depuis le 17 juillet. Le directeur du journal en ligne Netpress, Jean-Claude Kavumbagu est poursuivi pour "trahison" pour avoir doutÃ© que les forces de sÃ©curitÃ© du pays soient capables de prÃ©venir un attentat comme celui perpÃ©trÃ© par les islamis somaliens en Ouganda le 11 juillet, qui avait fait 76 morts Ã Kampala.Le journaliste risque la prison Ã vie s'il est reconnu coupable.Lundi, la FÃ©dÃ©ration africaine des journalistes (FAJ), la FÃ©dÃ©ration internationale des journalistes (FIJ) et l'Association des journalistes de l'Afrique de l'est (Ajae) ont "exprimÃ© leur profonde prÃ©occupation" face Ã "la campagne d'intimidation orchestrÃ©e par le gouvernement burundais contre les mÃ©dias".